
L'aménagement hydroélectrique de Kinguélé : rôle et savoir-faire des entreprises françaises au Gabon (1947-1973)

Rodrigue Lékoulékissa

Citer ce document / Cite this document :

Lékoulékissa Rodrigue. L'aménagement hydroélectrique de Kinguélé : rôle et savoir-faire des entreprises françaises au Gabon (1947-1973). In: Outre-mers, tome 98, n°370-371, 1er semestre 2011. Le contact colonial dans l'empire français : XIXe-XXe siècles. pp. 195-204;

doi : <https://doi.org/10.3406/outre.2011.4546>

https://www.persee.fr/doc/outre_1631-0438_2011_num_98_370_4546

Fichier pdf généré le 26/04/2018

Résumé

Rodrigue LEKOULEKISSA : L'aménagement hydroélectrique de Kinguélé : rôle et savoir-faire des entreprises françaises au Gabon (1947-1973).

Mis en service au début des années 1970, l'aménagement hydroélectrique de Kinguélé a marqué le paysage des travaux publics au Gabon. Dès la fin des années 1940, les scientifiques lancent le projet pour exploiter la dénivellation d'environ 100 mètres sur la rivière Mbei, à une centaine de kilomètres à l'Est de Libreville. Après l'accession à l'indépendance du pays, les nouvelles autorités, guidées par des objectifs industriels, creusèrent cette piste. En effet, il convenait de desservir Libreville, en pleine expansion économique, et d'alimenter l'usine de déroulés d'emballages et de cellulose dans la région de Kango, ainsi que le port en eau profonde à Owendo pour l'évacuation des produits industrialisés. Mais le pays, technologiquement moins avancé, manquait des ressources humaines et matérielles nécessaires. Cette délicate situation obligea le jeune Etat souverain à recourir à l'expertise et au savoir-faire des entreprises de l'ancienne puissance colonisatrice.

Si les travailleurs africains, notamment les agents de la Société d'Energie et d'Eau du Gabon, entreprise concessionnaire du secteur électrique sur l'ensemble du territoire, participèrent à la construction du complexe hydroélectrique, la présence sur le chantier des spécialistes venus de France fut patente. Cette étude qui s'inscrit dans le cadre des transferts de technologies est centrée sur la diffusion du savoir-faire français au travers de ses entreprises et entrepreneurs, de ses techniques et techniciens. De missions de prospection aux constructions industrielles, en passant par les études et les travaux de génie civil, les électriciens français vulgarisèrent de valeurs technologiques. Electricité de France, Les Chantiers Modernes, TRINDEL, NEYRPIC, HERLICQ et Fils, cette variété des firmes concernées par les marchés témoignent de l'influence française. Nous discernerons dans le cadre de ses interventions, les contributions françaises et les ambitions qu'elles portaient. Rôle et dynamisme d'ingénieurs et techniciens, part prise par les constructeurs, matériels électromécaniques fournis, formation du personnel local seront mis en lumière. Ces différents aspects permettront d'analyser le cadre dans lequel s'est réalisée la première grande entreprise du secteur électrique au Gabon.

L'aménagement hydroélectrique de Kingulé : rôle et savoir-faire des entreprises françaises au Gabon (1947-1973)

Rodrigue LÉKOULÉKISSA *

La première décennie de l'indépendance se caractérisa dans la capitale gabonaise par une augmentation des besoins en énergie électrique. La ville, alimentée par une centrale thermique construite dans les années 1930, fut confrontée à un déficit d'électricité. Dans le but de remédier à cette situation préoccupante, les pouvoirs publics s'attachèrent à doter la ville d'une unité de production plus importante. Une décision fut prise de dompter les eaux de la Mbei sur le site de Kingulé. Mais le pays manquait des ressources humaines et techniques nécessaires pour défier la nature hostile de cette région accidentée. Ce manque de ressources obligea le jeune État souverain à solliciter le concours de l'ancienne métropole. Ainsi, de missions d'études à la réalisation des travaux, la présence sur le chantier des techniciens et entreprises venus de France fut patente. La présente étude se propose d'analyser dans le cadre de ses interventions, les contributions françaises à la construction du premier équipement hydroélectrique gabonais. L'influence, le savoir-faire des ingénieurs et techniciens, les répercussions de l'aménagement sur la vie locale sont ici développés alimentant une interprétation de la réussite de ce chantier de construction difficile.

I. Kingulé, un choix économique et social

Depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale, l'usage de l'électricité n'avait cessé de s'étendre dans l'agglomération librevilloise. L'accroissement de la population, l'amélioration des conditions de vie et le développement des activités industrielles avaient entraîné une augmentation de la demande. Malgré ses efforts d'investissements, la Société d'énergie et d'eau du Gabon (SEEG), concessionnaire du service électrique, ne parvenait pas à répondre de façon satisfaisante aux besoins

* Boursier de la Fondation EDF.

de la ville ¹. De fréquentes pannes ponctuaient la fourniture d'électricité ; il devenait difficile pour les usagers d'avoir autant d'électricité qu'ils le souhaitaient. Quant aux clients potentiels, ils attendaient des mois un hypothétique branchement, rendu aléatoire par la surcharge du réseau.

Ce déficit chronique s'invita dans les débats politiques et économiques avec la question de l'électrification de deux complexes industriels : l'usine de cellulose et le port en eau profonde ². Le premier, projeté dans la région de Kango, à 103 km de Libreville, était un important complexe de fabrication de pâte à papier. Il devait contribuer à diversifier les ressources du pays et valoriser un produit ligneux qui demeurait sans emploi. Le second, envisagé à Owendo, au sud-est de la ville, visait à doter le pays d'un équipement portuaire moderne, car le port de Libreville, jusqu'au début des années 1960, n'était qu'un havre de 270 m de môle, protégé par 300 m de digue.

Pour alimenter ces deux complexes industriels prévus et satisfaire la demande de la ville, il fallait renforcer les moyens de production. La construction d'une deuxième centrale thermique fut la première option envisagée par les pouvoirs publics. Mobilisant un coût à la réalisation plus faible, elle était techniquement possible. Mais elle se heurtait à des problèmes de puissance, régulièrement dépassée par la demande. En outre, elle entraînait des charges de fonctionnement élevées, car vorace en carburant. Cette solution écartée, le gouvernement gabonais sortit des tiroirs le vieux projet de construction du barrage de Kinguélé, sur la rivière Mbei, à 100 km à l'est de Libreville. Le président Bongo, soutenu par son gouvernement et les experts de la SEEG, plaida sans relâche pour cette solution. Cet intérêt affiché pour l'hydroélectricité trouvait son origine dans le double avantage qu'offrait le complexe de Kinguélé : son potentiel énergétique estimé à plus d'un milliard de KWh et son exploitation par tranches successives au fur et à mesure des besoins ³.

2. Un aménagement au cœur de la coopération franco-gabonaise

Si l'aménagement de Kinguélé offrait des perspectives tout à fait prometteuses pour Libreville et sa région, les ressources nécessaires à sa réalisation furent longues à réunir. En effet, jeune État indépendant, le

1. Raphaëlle Walter, « Énergie électrique et croissance urbaine à Libreville et Port-Gentil », *Annales de l'université nationale du Gabon*, Libreville, février 1981, p. 135.

2. Gabon. Aménagement hydroélectrique de Kinguélé : étude économique et prix de revient du KWh, 1961-1965 ; dossier de reprise de l'étude économique, 1968, Archives EDF - Boîte n° 801367.

3. Gabon. Aménagement hydro-électrique de Kinguélé : études, appel d'offres, comptes-rendus de réunions, notes et correspondances, 1959-1971, AEDF - Boîte n° 972108.

Gabon manquait des compétences techniques pour se lancer dans la mise en valeur de ses ressources hydroélectriques. En privilégiant ce mode de production, la solution résidait dans le recours aux ressources externes des pays largement avancés dans le domaine. La France, dont l'équipement hydroélectrique avait donné lieu, depuis l'entre-deux guerres, à la construction d'énormes barrages ⁴, parut un partenaire privilégié. Le choix de la France, en réalité, fut le fait des liens historiques créés entre les deux pays. Ancienne colonie française, le Gabon accéda à l'indépendance en 1960. Mais ce changement décisif et chargé de symbole ne signifia nullement la rupture entre les deux pays. Ces derniers s'employèrent, au contraire, à maintenir et même à renforcer leurs relations en mettant en place un maillage d'accords et de conventions.

La coopération technique fut l'un des axes dominants de ces traités. Elle imposait à la France le devoir de permettre à la jeune République d'améliorer et de développer ses infrastructures. À cet égard, Kinguélé, qui revendique le statut de première réalisation hydroélectrique gabonaise, a bénéficié de l'aide technique française ⁵. Cette coopération technique fut incarnée au premier plan par Électricité de France (EDF) qui joua le rôle de maître d'œuvre. En effet, l'entreprise fut chargée par le gouvernement gabonais d'assurer la conception et le contrôle de l'ouvrage, et surtout de trouver des entreprises capables de le construire.

Si l'apport technique de la France explique le succès de Kinguélé, elle ne doit pas occulter l'effort financier fourni également par ce pays. En effet, Kinguélé représentait l'une des grandes réalisations gabonaises soutenues par les financements français. Sur plus de quatre milliards de francs CFA engagés pour les travaux, l'essentiel des financements fut assuré par des organismes français sous forme de prêts à long terme. Le Fonds d'aide et de coopération fut le principal acteur financier avec une contribution de 1,3 milliard de francs, dont 57,5 millions consacrés aux études de l'aménagement, 380 millions à l'étude et à la construction de la route d'accès à Kinguélé et 862,5 millions à la réalisation des travaux. Une autre contribution importante fut celle de la Compagnie française d'assurance pour le commerce extérieur, au titre des crédits fournisseurs d'un montant total de 1,115 milliard. La Caisse centrale de coopération économique, elle, participa à hauteur d'un milliard. Le financement assuré par l'État gabonais ne fut que de 850 millions francs CFA ⁶.

4. Arnaud Berthonnet, « De l'électricité aux barrages : la construction du barrage et de l'usine d'Éguzon par Léon Chagnaud », *Bulletin d'histoire de l'électricité*, Paris : AHEF, juin 1995, p. 55.

5. Abena Samuel, « L'année des grandes réalisations porte ses fruits. Le président Bongo a inauguré hier le complexe hydroélectrique de Kinguélé », *Le quotidien Gabon Matin*, Libreville, Agence gabonaise de presse, n° 1827, mercredi 20 juin 1973, p. 1.

6. Méli Marcel, « L'énergie électrique dans l'effort de développement du Gabon », *Banque des États de l'Afrique centrale*, Libreville, août-septembre 1976, p. 546.

3. Études et conception de l'aménagement

L'aménagement de Kinguélé fut l'objet de nombreuses études menées par les services spécialisés d'EDF. Le site avait été remarqué en 1927 par l'ingénieur Paul Darnault, au cours de la mission de prospection des ressources hydrauliques de l'Afrique équatoriale française. À cet endroit, le cours de la Mbei, encastré entre des rives abruptes, serpentait à travers une forêt glauque. La pente, très forte s'y trouvait interrompue par une chute spectaculaire où le bruit impressionnant des eaux rompait le silence écrasant de la forêt. C'était dans les légendes locales le lieu sacré où les sorciers accomplissaient leurs dévotions et ainsi protégé par des génies susceptibles d'être agressifs ⁷.

C'est au printemps 1947 qu'il fut question pour la première fois d'étudier le site. Cette année en effet, à la demande du ministère de la France d'Outre-mer, une équipe d'EDF, soutenue financièrement par le FIDES et conduite par l'ingénieur Hervé de Maublanc, procéda à une étude technique sommaire du site. Les données recueillies permirent de déterminer en première approximation une dénivellation d'environ 100 mètres dans une boucle de 2 km de long. En 1957, une autre étude technique, conduite par le jeune centralien Roger Braquaval, procéda aux levées topographiques d'ensemble et de détail pour couvrir les emplacements du barrage et de la centrale ⁸. Les études approfondies de l'ouvrage furent entreprises dans les années 1960. À la demande du gouvernement gabonais, EDF effectua, entre 1961 et 1967, une série de campagnes. Celles-ci permirent de déterminer l'évolution de la consommation d'électricité de la région de Libreville et d'établir le projet détaillé de l'ouvrage comprenant un barrage à contre-forts de type déversant, une prise d'eau, une galerie d'amenée, une conduite forcée, une usine et une ligne de transport de l'électricité vers Libreville ⁹. Afin de renseigner d'une part les pouvoirs publics sur le coût réel de l'ouvrage, les besoins à satisfaire et le programme de travaux, et d'autre part, les industriels sur les quantités réelles d'énergie, une dernière étude fut réalisée en 1968 ¹⁰. C'est au terme de cette dernière que, le 12 février 1969, le président Bongo et François Ortoli, ministre français du développement industriel et scientifique, procédèrent à la pose de la première pierre de l'ouvrage.

7. Jean Moulin, « Une étape de l'expansion gabonaise : le complexe hydroélectrique de Kinguélé », *Revue française de l'électricité*, Paris, 2^e trimestre 1973, n° 241, p. 20.

8. Alain Beltran, *Electricité de France, 50 ans d'histoire à l'international*, Paris : Le Cherche Midi, 1996, p. 23.

9. Roger Braquaval, « Problèmes et perspectives économiques du Gabon : l'électricité, situation actuelle et les aménagements hydroélectriques à l'étude », *L'Europe France Outre-mer*, Paris, n° 410, mars 1964, p. 53.

10. Gabon. Aménagement hydroélectrique de Kinguélé : étude économique et prix de revient du KWh, 1961-1965 ; dossier de reprise de l'étude économique, 1968, AEDF - Boîte n° 801367. *Doc. Cité.*

4. D'importants travaux préparatoires

Comme pour la plupart des chantiers de construction de barrages, l'organisation du chantier de Kinguélé ne fut pas simple. Il fallut non seulement planifier les travaux, l'arrivée du matériel et des matériaux mais aussi et surtout tracer les voies d'accès, construire, dans des endroits perdus de la forêt, les infrastructures indispensables à la vie du chantier. Ces travaux préparatoires débutèrent en septembre 1969 par la déforestation du site. Cette tâche redoutable fut confiée à l'entreprise RAZEL. Présente en Afrique depuis 1948, à l'occasion de la construction de la route Douala-Edéa au Cameroun, RAZEL s'implanta au Gabon en 1965 sous la direction de Raoul Viallet.

Le travail confié à ce terrassier se révéla particulièrement ardu à cause du terrain et du climat. L'immense forêt équatoriale constituait un obstacle qui amenait à imaginer et changer des procédés d'arrachage des arbres. Malgré l'impressionnante armada des engins mécaniques, composée des tracteurs Caterpillar, scrapers, compacteurs, niveleuses et chargeurs, les travaux ne progressèrent pas au rythme prévu. Dans ce milieu où régnait une végétation d'okoumés et de fromagers, les engins n'avancèrent qu'au prix d'énormes difficultés. Les pluies abondantes transformaient en torrents de boue les voies d'accès au chantier. Fréquent était l'enlisement des machines dans la masse de terre argileuse, soumise aux vibrations et humidifiée par l'eau filtrante. À la peur des panthères, pythons, gorilles et scorpions, vaincue par le recul de la forêt, se substituaient le harcèlement des mouches à miel qui constituaient une véritable gêne pour les travailleurs. Toutefois, c'est dans ce lieu inhospitalier que RAZEL signa un de ses plus beaux exploits ¹¹. L'on peut juger de l'importance de ces travaux en songeant qu'il fallut à l'entreprise enlever l'épais manteau forestier, déplacer 260 000 m³ de terre pour la mise en place des installations du chantier.

Pour les besoins de circulation entre les deux rives, deux ponts furent construits : l'un de 60 mètres en amont, conduisant à la prise d'eau, et l'autre de 27 mètres en aval, donnant accès à la future usine. Sur la rive droite, furent installés les habitations pour le personnel européen et les ouvriers africains, une infirmerie, un économat, les dépôts de matériel et les ateliers de réparation. La rive gauche plus animée, où se déroulait le gros de travaux du chantier, se prêta bien à la construction d'une cité d'exploitation. Pour la sécurité du chantier, une brigade de gendarmerie fut érigée en amont de toute installation. À quelques kilomètres du site, une courte piste d'atterrissage de 750 mètres, accessible aux petits avions, fut aménagée pour l'approvisionnement rapide du chantier et

11. Henri et Denise Sigaud, *Les Années ardentes*. RAZEL : l'ascension d'une entreprise familiale de travaux publics qui misa sur la suprématie des valeurs humanistes, Paris : France-Empire, 1995, p. 161.

les éventuelles évacuations sanitaires. C'est au terme de ces travaux préparatoires que débutèrent, sous le contrôle des ingénieurs d'EDF conduits par M. Lacaze, les travaux de génie civil.

5. Un grand chantier de génie civil

Le marché de génie civil de Kinguélé fut attribué, en avril 1970, à l'entreprise bordelaise de travaux publics, les Chantiers Modernes, spécialisés dans les activités de terrassement et les métiers du génie civil. À Libreville, la direction de l'entreprise fut assurée par l'ingénieur Pierre Claverie, tandis qu'à Kinguélé, le technicien Francis Rapy assumait le rôle de chef de chantier. Suivant le programme des travaux établis par les ingénieurs d'EDF, l'entreprise débuta les travaux par l'attaque de la tête aval de la galerie par fenêtre latérale. Pour cela, les ouvriers excavèrent d'abord le sol à l'aide des pics jusqu'à atteindre la surface rocheuse. La perforation de la galerie ne débuta réellement qu'en octobre 1970. Elle fut entamée à l'aide des perforatrices. Mais très vite, l'entreprise fut confrontée à une difficulté majeure : le sol de Kinguélé, constitué d'une roche cristalline, un gneiss granité très dur, se révéla particulièrement rude à percer ¹².

La première option à laquelle l'entreprise eut recours fut la multiplication du temps du travail. Ainsi, les ouvriers furent répartis en plusieurs équipes, travaillant jour et nuit. Malgré ce procédé, la galerie avançait lentement. Certains ouvriers n'hésitaient pas à mettre en avant des histoires de sorcellerie. Pour eux, « ce qui bloquait l'avancée de la galerie, c'étaient les génies des chutes, hostiles à la présence humaine, et le seul moyen de les apaiser était de faire des sacrifices » ¹³. Pour percer ce corps rocheux de grande dureté, les ingénieurs eurent recours à la dynamite. Toutefois, son usage fut l'objet d'une attention particulière : les ingénieurs redoutaient l'ébranlement de la masse rocheuse par les mines qui pouvaient créer des fissures nuisibles à l'étanchéité de la roche. L'on pouvait juger de l'ampleur de la tâche par les lourdes pierres aux arrêtes coupantes et scintillantes que les hommes sortaient péniblement de la galerie ¹⁴, un énorme couloir souterrain de 4 mètres diamètre et 788 mètres de long dont seulement 125 revêtus aux deux extrémités.

La construction du barrage fut amorcée à la fin de l'année 1970. Afin de permettre une bonne exécution des travaux, EDF avait planifié la

12. Gabon. Aménagement hydroélectrique de Kinguélé : déforestation : marché, 1969 ; vantellerie : marché, 1969 ; cité d'exploitation : marché, 1970, AEDF - Boîte n° 801368.

13. Entretien avec Jean Pierre Reymond, ancien infirmier-comptable de la société les Chantiers Modernes, Aubenas, le 24 décembre 2005.

14. Louis-Barthélémy Mapangou (dir.), *Mémorial du Gabon : les années riches, 1970-1974*, Genève : SIED, 1998, p. 135.

construction du barrage en deux phases distinctes. La première phase débuta, en décembre 1970, par la rive droite ; les travaux de la seconde phase, sur la rive gauche, furent entrepris beaucoup plus tard en mai 1971. Le barrage fut constitué par des plots ancrés dans la roche. Il s'appuyait sur chacune des rives et sur un îlot situé au milieu de la rivière. Cet ouvrage du type au fil de l'eau ne créait pas une retenue d'eau appréciable, il était destiné simplement à dériver le débit de la rivière. Il présentait une longueur de crête de 150 mètres dont 103,5 mètres de déversement et une hauteur maximale de 9 mètres au-dessus du terrain naturel, une côte de déversement arasée à 204 mètres. Le débit maximum de crue pouvait atteindre 800 m³/s par le déversoir et 190 m³/s par les deux vannes du barrage ¹⁵. Parallèlement aux travaux du barrage, les Chantiers Modernes entamèrent la construction de l'usine et celle de la prise d'eau. L'usine fut construite au pied du relief à 80 mètres en dessous du barrage sur un replat qui bordait la Mbei, avec des blocs de béton moulés à proximité du chantier. Elle fut couverte d'une charpente métallique. La prise d'eau fut aménagée sur la rive gauche, à 200 mètres en amont du barrage. Elle fut équipée d'une grille dégrossisseuse qui retenait les éléments charriés par les eaux.

Pour raccorder l'usine à la galerie d'amenée, il fallut installer une conduite forcée à l'air libre. Son montage fut confié à la société TRINDEL. Pour ce premier marché au Gabon, ce spécialiste de l'électricité et des travaux publics s'illustra, sous la responsabilité de Jean-Louis Calves, par un minutieux travail de soudure. Ce travail nécessita des techniciens bien formés et expérimentés. Pour les ouvriers, ils devaient être assistés et surveillés dans leur tâche. En effet, les ingénieurs craignaient une fuite d'eau qui pouvait surgir au moment de la pénétration des eaux dans la conduite. Au total, TRINDEL monta une énorme conduite rectiligne de 333,50 mètres de long et 2,20 mètres de diamètre. Fournie par la société Construction métallique et entreprises de Lyon, elle avait un débit de 20 m³/s. Entre la galerie d'amenée et la conduite forcée, un autre géant français des équipements hydrauliques, NEYRPIIC, imposa sa technologie. Elle installa une cheminée d'équilibre haute de 15 mètres et une chambre de vannes. La cheminée d'équilibre permettait d'amortir les variations de pression relatives aux manœuvres rapides des turbines. Elle débouchait dans la chambre des vannes qui permettait d'utiliser de millions de mètres cubes d'eau prise dans le réservoir.

Ces travaux de génie civil achevés fin 1971 nécessitèrent 20 000 m³ de béton et 95 tonnes d'acier. Ils ne se déroulèrent pas sans incidents. En effet, malgré les techniques modernes de l'époque, à quelque poste que l'on fût, ces travaux n'étaient que pièges et danger. Les ouvriers du

¹⁵. Jean Herbaud, *République gabonaise : chute de Kinguélé*, Libreville : Office de la recherche scientifique et technique Outre-mer, 1970, p. 4.

barrage, parfois dans l'eau jusqu'à la taille, faisaient attention à ne pas être emportés par le courant ; ceux de la galerie, enfouis dans les entrailles de la terre, n'étaient non plus rassurés « avec des fuites dans la maçonnerie et la chute de pierres qui faisaient des blessés aussi bien parmi les ouvriers africains que les techniciens français »¹⁶. À cela s'ajoutaient des pluies qui désorganisaient les travaux. À plusieurs reprises, « des crues brutales retardèrent, parfois même endommagèrent certaines réalisations du barrage ; il fallut dans certains cas reprendre les travaux »¹⁷.

6. L'équipement électromécanique

L'équipement électromécanique défini par les ingénieurs d'EDF offrait la possibilité d'équiper l'usine au fur à mesure des besoins. Il fut réalisé à la fin de l'année 1972 par la société TRINDEL. Elle équipa l'usine de deux turbines Francis d'une puissance unitaire de 9 650 KW, de deux alternateurs d'une puissance totale de 9 600 KW et d'un pont roulant, dominant la salle des machines. Contre la façade arrière de la centrale, elle installa un poste de transformation, comprenant deux transformateurs, rattachés directement aux alternateurs, élevant la tension de 5 650 à 95 000 volts¹⁸. La part prise par les constructeurs français dans la fourniture de ce matériel électromécanique fut exclusive. En effet, le pont roulant fut fourni par la société Joseph Paris, les alternateurs par la société Alsthom, réputée pour la qualité de ses produits finis, et les turbines par la société NEYRPIC.

Pour que le courant produit soit transporté de Kinguélé à Libreville, il fallut planter à même la forêt une ligne à haute tension à 90 kV d'une longueur de 110 km. Gigantesque travail qui consistait d'abord à défricher une large saignée, au milieu des milliers d'arbres pressés les uns contre les autres, et à escalader de montagnettes et de ravins. Étudiée par la Société parisienne d'industrie électrique, la ligne Kinguélé-Libreville fut posée par l'entreprise HERLICQ et fils. Comme les autres sociétés, ce spécialiste des installations électriques n'échappa pas aux rudes conditions climatiques : les pluies abondantes et orageuses rendirent difficile l'implantation des pylônes. Toutefois, l'entreprise réussit son défi en dressant, tous les 350 mètres, d'énormes pylônes métalliques de 25 à 40 mètres de hauteur supportant des conducteurs aluminium-acier. La ligne fut protégée par un câble de garde et des prises de terre à chacun des pylônes qui la composaient. Au total, 312 pylônes

16. Entretien avec Jean Pierre Reymond, *op. cit.*

17. *Ibid.*

18. Annuaire national officiel de la République gabonaise, Libreville : Agence Havas, 1974, p. 211.

furent ainsi posés ¹⁹. Sur le parcours de cette ligne achevée en septembre 1972, TRINDEL installa un poste de distribution de 20 kV dans la petite localité de Ntoum. À Libreville, elle implanta, au quartier Bellevue, une station d'arrivée desservant une sous-station qui comprenait un poste 20 kV.

7. Les répercussions économiques et sociales de l'aménagement

La mise en service de l'usine hydroélectrique de Kinguélé fut saluée, le 19 juin 1973, par une importante cérémonie. L'État et la province de l'Estuaire lui conférèrent un éclat particulier. Animée par des groupes folkloriques exécutant des danses diverses, cette cérémonie réunit de nombreuses personnalités parmi lesquelles le président Bongo et Jean Ribo, ambassadeur de France au Gabon. De cet événement, il resta pour les philatélistes un beau diptyque représentant le barrage et l'usine.

Mais ce sont surtout les retombées économiques et sociales de la construction de Kinguélé qu'il convient ici de mettre au premier plan. En effet, ce chantier présenta pour les villages environnants un avantage particulier. Avant les travaux, la région était isolée, sans véritable voie d'accès. La construction d'une route d'accès au site de Kinguélé permit de désenclaver de nombreux villages et assurer leur liaison avec Libreville. D'autre part, la présence sur le chantier de plus de 1 500 ouvriers africains contribua à animer l'activité commerciale de ces villages. Pendant toute la durée des travaux, ils servirent de pôles de ravitaillement en produits locaux pour ces ouvriers. Sur place autour du chantier, les petits commerces se développèrent ; les week-ends, les ouvriers essayaient de s'amuser, musique et bière coulaient à flot dans les bistrotts qui avaient fleuri autour de Kinguélé.

D'un autre côté, le chantier de Kinguélé fut un véritable terrain d'apprentissage. Un manque d'ouvriers qualifiés fut souvent évoqué par les entreprises qui, pour parer au plus pressé, « durent faire venir chauffeurs, mécaniciens, conducteurs, ouvriers de l'étranger » ²⁰. La réalisation de Kinguélé, dans son ensemble, fut un facteur de progrès pour les ouvriers autochtones. En effet, il permit à cette main-d'œuvre locale, parfois analphabète, de se doter d'une qualification. Sous l'influence des techniciens français, de nombreux autochtones se formèrent sur place aux métiers de la maçonnerie, de la soudure ; certains devinrent conducteurs d'engins. Ce transfert des savoirs est corroboré par le témoignage de Reymond Adélaïde : « Les ouvriers recrutés pour

19. Pierre Platon, « Gabon : 1960-1980 », *Marchés tropicaux et méditerranéens*, n° 1646 spécial Gabon, 27 mai 1977, p. 1367.

20. Entretien avec Jean Pierre Reymond, *op. cit.*

la construction de Kinguélé, étaient pour la plupart sans qualification. Si quelques uns exerçaient déjà les métiers pour lesquels ils étaient engagés, c'est sur le tas que beaucoup apprirent à souder, à conduire des engins, se familiarisèrent à la maçonnerie ». Et de ces ouvriers locaux qui « ont pu acquérir une qualification, se constitua un groupe de jeunes très dynamiques que les entreprises amenèrent sur d'autres chantiers » ²¹. Certains, refusant de s'éloigner de la région, s'installèrent à Libreville où ils purent se faire embaucher sur les grands chantiers de construction. Enfin, cette promotion professionnelle s'accompagna d'une amélioration du niveau de vie. Les ouvriers embauchés trouvèrent sur place un travail assez bien rémunéré. Les salaires versés « entre 200 000 et 250 000 francs CFA par mois, voire plus, étaient parmi les plus élevés de chantiers de l'époque » ²².

Conclusion

La réalisation du complexe hydroélectrique de Kinguélé constitua une étape essentielle dans l'électrification du Gabon. Ce fut le symbole d'un pays en développement qui se tournait vers les technologies modernes. Si la volonté du gouvernement gabonais fut le facteur déterminant de sa réalisation, il fut surtout la victoire du savoir-faire français qui, au travers de ses entreprises et ses ingénieurs, réussit à dompter un milieu dramatiquement inhospitalier. Ceux que cette construction émerveillait à travers les images diffusées à la télévision, mais qui n'avaient pas eu la chance de visiter le chantier, ne pouvaient réaliser l'exploit technique que tout cela représentait. De la complexité des problèmes rencontrés, les entreprises tirèrent une expérience qui se révéla particulièrement utile. Elles furent appelées à participer dans le Haut-Ogooué, aux travaux du barrage de Poubara et ensuite à ceux de Tchimbélé, second ouvrage sur la Mbei.

21. Entretien avec Reymond Adélaïde, ancienne secrétaire de la société les Chantiers Modernes, Aubenas, le 26 décembre 2005.

22. *Ibid.*